

## Les investissements nécessaires pour l'avenir : enjeux et déclinaison

### Déclaration du groupe des Associations

Cet avis consacre l'une des caractéristiques du Conseil économique social et environnemental : être un lieu où peut se penser le temps long. La qualité du travail de la section et plus particulièrement des deux rapporteurs justifie à elle seule la confiance accordée à notre institution par le Haut-Commissariat au Plan à qui est confiée la mission d'élaborer les stratégies engageantes pour l'avenir.

Mais un État stratège est aussi un État fort qui se donne les moyens d'agir. Cette capacité d'action est questionnée par la pandémie qui met grandement à mal les finances publiques. Ainsi, la question se pose : demain aurons-nous encore les moyens d'agir ?

C'est pourquoi nous devons collectivement être vigilants sur le bon usage des deniers publics et sur l'efficacité de certains dispositifs. Dans ce cadre, il est bien-sûr utile de lutter contre la fraude sociale, mais il faut surtout combattre activement la fraude fiscale et développer au moins autant d'exigences sur le bon usage des CICE ou autre CIR que de suspicions sur la moindre subvention versée à une association.

Le CESE a invité plusieurs fois à cette vigilance, mais aussi, comme vous le rappelez, à remettre à plat la fiscalité outil de base d'une juste redistribution. Alors que les indicateurs démontrent que les plus riches sortiront encore plus riches de la crise sanitaire, il est temps de décider de la manière dont ils pourraient contribuer plus fortement à financer les investissements d'avenir.

Ainsi, une partie de l'avis est consacrée au sujet essentiel de l'immobilier. Si le groupe des associations partage les différents constats et préconisations il estime que les travaux auraient pu aller plus loin. Par exemple, en invitant les parlementaires qui débattent actuellement de la loi Climat et résilience issue de la Convention Citoyenne, à réellement prendre en compte les propositions formulées par cette dernière et partagée par la grande majorité du CESE. En leur demandant par la même de ne pas rater cette occasion de réinstaller un peu de confiance en la parole politique et plus globalement en nos institutions.

Une confiance bien entamée dans notre société fragilisée par le délitement du vivre ensemble. Toutes les études montrent que l'École républicaine est en difficulté, que les soignant.e.s sont épuisés.e.s, que l'isolement social progresse, que les inégalités se creusent, que les jeunes perdent confiance en leur avenir. C'est pourquoi notre groupe affirme qu'investir dans les infrastructures est certes primordial, mais qu'investir dans l'Humain est urgent et prioritaire.

C'est donc en responsabilité que le groupe des associations appelle à sortir de l'ère anxiogène du soupçon et des tensions et demande aux pouvoirs publics de déployer enfin un grand plan d'investissement réel dans l'École, l'Université, la Recherche, la formation de tous, la Santé, la lutte contre les inégalités et le soutien au monde associatif. Il est une véritable fabrique de lien social, espace du faire ensemble au service du vivre ensemble.

Cet avis bien que perfectible, indique ce sens-là. C'est pourquoi le groupe des associations l'a voté.